

X^e Congrès du PSU Pour le rassemblement des autogestionnaires



résolution politique les conditions d'une mobilisation populaire

Le pouvoir poursuit son offensive contre les travailleurs. Sous couvert de lutte contre l'inflation, le gouvernement Barre a mis en œuvre une politique brutale de blocage des salaires et d'extension du chômage qui aggrave lourdement la situation des travailleurs déjà durement frappés depuis 1974 par la crise économique.

Cette politique provoque un mécontentement croissant au sein de la classe ouvrière et des masses populaires. Elle restreint ainsi la base sociale de l'actuelle coalition gouvernementale et ouvre la possibilité d'une défaite de celle-ci aux prochaines élections législatives. De ce fait, les tensions s'accroissent entre les différentes forces actuellement associées au pouvoir.

les deux perspectives de la droite

La bataille de chiffonniers menée autour de la conquête de la mairie de Paris est plus qu'une péripétie ; elle exprime les divergences profondes existant entre les forces politiques bourgeoises sur la tactique à adopter au cours des prochains contrats politiques, dans la perspective des élections législatives.

Ces divergences ne reflètent pas une opposition fondamentale sur les questions de politique économique et sociale. Le RPR et ses « partenaires » giscardiens et centristes s'entendent pour

faire payer par les travailleurs la crise économique provoquée par l'anarchie capitaliste, c'est-à-dire pour accroître le chômage et bloquer les salaires. Mais alors que la politique économique et internationale de Giscard s'aligne de plus en plus sur les intérêts du capital multinational dominé par les Etats-Unis, Chirac et le RPR s'appuient surtout sur le moyen et petit patronat qu'inquiètent à la fois la restructuration capitaliste en cours et une victoire possible de l'Union de la gauche. Et on constate qu'au sein de la droite, deux perspectives se présentent, qui s'opposent à court terme en se complétant à plus longue échéance. La première est celle de l'opposition frontale entre l'actuelle majorité et la gauche, autour des thèmes du chaos, de la peur du collectivisme et de l'inconnu qui peut empêcher certaines couches petites-bourgeoises et populaires de basculer dans le camp de la gauche.

L'accès de Chirac aux fonctions de maire de Paris, rendrait à son courant politique, l'hégémonie au sein de la coalition gouvernementale. Il liquiderait définitivement les tentatives de rééquilibrage de la majorité menées depuis l'élection présidentielle de 1974.

La seconde perspective va dans le sens d'un rapprochement avec l'élément modéré de la coalition de gauche, elle mise sur la victoire de celle-ci et sa dislocation, susceptible d'ouvrir la voie à

une alternative de centre-gauche excluant tout à la fois le RPR et le PCF.

rompre avec toute attitude attentiste

Le conflit entre Giscard et Chirac permet d'envisager une crise parlementaire voire une crise de régime et donc les élections législatives anticipées. Il peut renforcer les chances d'une victoire électorale de la gauche.

Celle-ci n'en est pas acquise pour autant. Le renouveau du courant gaulliste est dangereux pour la gauche dans la mesure où il propose une solution réactionnaire pouvant contrebalancer dans la petite et moyenne bourgeoisie, l'influence croissante de la gauche.

L'interprétation caricaturale de ce conflit par le PCF symbolisée par la formule « blanc bonnet-bonnet blanc » et certains silences du PS (la dénonciation de Chirac ne s'accompagne pas toujours d'attaques contre la politique de Raymond Barre) ont une même conséquence : la perte par la gauche de l'initiative politique largement laissée à la droite, ce qui peut hypothéquer ses chances de victoire électorale.

En fait, au-delà des divergences d'appréciation, une tâche s'impose actuellement, celle de mener la lutte contre l'ensemble des forces de droite, contre leur politique d'aggravation du sort

des travailleurs.

Cette tâche est incompatible avec tout esprit attentiste, avec toute manœuvre tendant à subordonner la conduite de la riposte contre la politique gouvernementale et patronale à des calculs électoraux condamnés d'avance à l'échec.

Elle nécessite que l'ensemble des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier s'accroissent autour des objectifs de lutte susceptibles de mettre en échec le plan Barre.

Cette lutte commune permettra

une mobilisation populaire, un développement de la lutte des classes capable de mettre en échec non seulement la politique économique et sociale de la coalition gouvernementale, mais également celle-ci ainsi que le régime qu'elle défend.

Cette perspective ouvre au sein du mouvement ouvrier une série de débats fondamentaux concernant une expérience socialiste en France. Le X^e congrès du PSU, soumis à la discussion générale ses propositions sur les questions suivantes :

- Nationalisations
- Salaires et prix
- Nucléaire
- Institutions et appareil d'Etat
- Minorités nationales
- Libertés
- Question européenne et problèmes internationaux
- Politique de santé et Sécurité sociale

Vote de la résolution :
Pour 77,5%; contre 22.5%;
abstentions sur votants 6,2%. ■

appel aux militants autogestionnaires favoriser la convergence des autogestionnaires

La crise actuelle n'est pas seulement une crise économique caractérisée par l'inflation et la hausse des prix, les licenciements et la montée du chômage. C'est une crise de société qui met en cause les finalités de la production pour le profit, les catastrophes engendrées par la croissance sauvage du capitalisme, les conditions de vie dans les villes et les campagnes, la hiérarchie et l'organisation du travail, l'étouffement des minorités nationales et l'impossibilité de vivre au pays, l'aliénation des femmes et de la jeunesse, le rôle de classe de la formation, de la justice, de la santé, des forces armées, etc.

C'est pourquoi de plus en plus nombreux, notamment parmi les travailleurs, sont ceux qui aspirent à un changement de société. Ils manifestent leur volonté d'en finir avec les gouvernements de droite et le pouvoir de la bourgeoisie. Sur cet objectif peuvent et doivent s'unir toutes les forces ouvrières et populaires. Mais un changement de l'équipe gouvernementale ne changerait rien d'essentiel par lui-même, si la victoire électorale ne s'accompagnait pas d'une mobilisation populaire pour imposer à la bourgeoisie la volonté des

travailleurs. Un changement de société ne sera possible que si se réalise à tous les niveaux une large unité de toutes les forces sociales qui veulent en finir avec une société basée sur le profit, et si cette unité populaire s'exprime par ses propres organes— partis, syndicats, conseils ouvriers et comités populaires— pour réduire la résistance des classes dirigeantes et ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

aider à la coordination

Beaucoup le comprennent et s'efforcent d'agir pour rendre possible une société socialiste autogestionnaire qui permettra, aux travailleurs et aux masses populaires, de prendre leurs affaires en main à tous les niveaux. De nombreux mouvements poursuivent leurs actions dans cette voie, chacun sur son terrain propre — comme les syndicats, mouvements écologistes et antinucléaires, mouvements nationalitaires, mouvements de femmes ou de jeunes...— Toutes ces actions sont indispensables et nécessitent des organisations autonomes. Il importe de les soutenir, de les renforcer, d'aider à la coordination des luttes.

Mais elles ne pourront s'atta-

quer aux causes réelles qu'en ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs et au socialisme. Cela exige que leurs aspirations puissent s'exprimer dans une force politique associées à la lutte de l'ensemble du mouvement ouvrier contre la droite, mais ayant ses initiatives propres et capable de peser sur les événements. Une force politique qui n'aspire pas à diriger les travailleurs et leurs organisations, mais à être un intellectuel collectif.

la nouvelle organisation nécessaire

Une telle force n'existe pas aujourd'hui. Les militants qui ont cru pouvoir changer la nature du PS n'ont pas pu empêcher sa dérive à droite. Trop longtemps enfermés dans le discours révolutionnariste et l'activisme, les groupes d'extrême gauche n'ont guère de prise sur le réel et nombre d'entre-eux s'en tiennent à une pratique de secte, les autogestionnaires ont tendance à se cantonner dans leurs mouvements propres.

Or en cas de crise révolutionnaire (1936, 1945, 1968), il est indispensable qu'il existe un mouvement révolutionnaire capable de peser sur les événements.

C'est pourquoi le PSU considère comme une tâche centrale d'oeuvrer au regroupement des militants qui se cherchent sur la voie de l'autogestion socialiste. Il ne peut être question ni de rassembler dans la confusion, ni de préparer un cartel hétérogène d'organisations à la manière du FUR au Portugal. Le regroupement suppose un accord sur les problèmes fondamentaux du programme, sur la nature de l'organisation et ses rapports avec les mouvements de masse (syndicats, etc.), sur sa stratégie unitaire sans laquelle ne serait possible qu'une action minoritaire sans perspective. Cela exige à la fois un large débat et la vérification de la convergence politique par l'action commune.

une démarche diversifiée

La démarche ne peut être que diversifiée tant dans son rythme que dans ses formes. Il ne peut donc être question de reprendre de façon à la fois plaquée et centralisatrice la démarche organisationnelle qui s'est traduite en 1973 par la constitution du CLAS (Comité de liaison qui regroupait des organisations se réclamant de l'autogestion).

Il s'agit encore moins d'une opération récupératrice comme celle des « Assises pour le socialisme » de 1974 qui avaient pour but de rallier au PS un certain nombre de militants.

Mais les conditions actuelles rendent possible de s'engager dans une dynamique unitaire :

- la première session des états généraux pour l'autogestion socialiste a montré que les mouvements qui luttent dans le sens de l'autogestion sentent la nécessité de coordonner leur action ;

- un certain nombre de militants

des organisations de masse ont perdu leurs illusions sur les possibilités de transformer le PS ;

- certains secteurs de l'extrême gauche pressentent qu'une interrogation sérieuse doit être acceptée sur la nature de leurs actions, leur stratégie et le rôle d'une formation politique.

- Enfin, dès maintenant, se sont amorcées, dans diverses régions, des expériences de regroupement à partir des conditions propres à chacune d'entre elles (convergence occitane socialiste autogestionnaire, expérience de la Dordogne, de la Haute-Vienne, de la Bretagne, etc.).

vers les deuxièmes états généraux

Le PSU s'adresse aux militants qui luttent sur des objectifs autogestionnaires : aux syndicalistes, aux militants écologistes et nationalistes aux divers mouvements et associations qui développent des pratiques autogestionnaires. Il s'adresse aussi et sans exclusive, aux militants des mouvements ouvriers et aux organismes révolutionnaires qui s'orientent vers des conceptions ou des pratiques autogestionnaires.

Sans prétendre imposer cette perspective comme un préalable à la discussion et à l'action commune, il lui propose d'explorer ensemble, avec le PSU, les possibilités de travailler à l'émergence d'une force politique autogestionnaire, dépassant les organisations actuelles. Pour sa part le PSU est prêt à son propre dépassement.

Il leur propose d'étendre, de développer et de généraliser les expériences de coordination et de rassemblement en cours, en

respectant leur diversité.

Il leur propose d'ouvrir un débat sans exclusive, notamment par l'échange systématique d'articles dans les organes de presse, et d'organiser l'action commune sur tous les terrains.

Il leur propose d'organiser ensemble une nouvelle session des états généraux pour l'autogestion, avec, pour objectif de faire progresser la convergence politique des autogestionnaires.

Cette dynamique unitaire renforcera les chances de la victoire sur la droite et la bourgeoisie, en exprimant les aspirations profondes des travailleurs à un changement radical de société. (Approuvé à 97%) ■

message de Edouard Depreux

Edouard Depreux regrette beaucoup que son état de santé ne lui permette pas d'assister au congrès de Strasbourg. Il suit toujours, avec attention, l'activité du PSU et tient à confirmer son entière solidarité avec les camarades.

Il forme des vœux pour le plein succès du congrès et le triomphe des valeurs fondamentales qui l'ont amené à participer à la création du PSU dès le premier tour.

Paris, le 27 janvier 1977 ■

éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion



La question posée aujourd'hui en France, mais aussi dans d'autres pays, européens notamment, est celle des conditions dans lesquelles peut s'engager la construction d'un nouveau type de société. De façon plus ou moins explicite, cette aspiration à un changement de société se reflète à la fois dans les formes prises par les luttes, et dans l'attente de ce que pourra apporter une nouvelle majorité, un autre gouvernement. Même si elles peuvent prendre dans les faits des aspects contradictoires — par exemple dans la difficulté à engager la lutte contre la politique de Giscard — il est erroné d'opposer l'une à l'autre ces deux manifestations : ainsi, ne s'occuper que « des luttes » en ignorant qu'elles achoppent en définitive sur la nature du pouvoir politique — ou inviter les luttes à se taire « momentanément », pour ne pas gêner la victoire électorale et ensuite l'action gouvernementale.

Lutte pour « changer la vie » et lutte pour conquérir collectivement le pouvoir ne sont pas deux termes à opposer, mais à unifier : tel est le but que doit se fixer une politique d'unité populaire vers l'autogestion socialiste :

— d'unité populaire parce que chaque lutte ne dépasse son caractère revendicatif immédiat qu'à travers sa jonction avec d'autres luttes anticapitalistes — les paysans quand ils rejoignent les ouvriers, les soldats quand ils ouvrent un nouveau terrain à l'action syndicale, la jeunesse scolarisée quand, à travers les problèmes de formation, elle élargit le champ de la bataille pour l'emploi, etc. ; c'est à travers cette jonction qu'elles acquièrent leur dimension politique ;

— vers l'autogestion socialiste parce que chaque lutte présente l'exigence d'une rupture avec le capitalisme mais aussi avec les modes de décision, les hiérarchies, les rapports sociaux créés par le capitalisme ; que le socialisme ne peut plus être aujourd'hui conçu autrement que comme l'appropriation collective, non seulement des moyens de production, mais du pouvoir.

Notre objectif est de montrer comment une telle politique est possible, parce qu'elle s'appuie sur tout ce que les travailleurs ont accumulé dans la lutte, et sur les possibilités que leur offre leur propre mobilisation.

1.— La perspective de l'autogestion socialiste n'est pas une invention théorique. Elle est **la réponse à la crise** qui frappe les sociétés occidentales, parce qu'elle offre une alternative à la domination de la bourgeoisie, et que cette alternative est déjà dessinée dans les luttes populaires.

1.1.— C'est une perspective actuelle : la crise est globale. Economique elle appelle un autre mode d'organisation de la production ; politique et institutionnelle, elle permet qu'aux blocs sociaux lésardés de la bourgeoisie soit opposé un bloc populaire majoritaire ; idéologique, elle prépare le terrain à une révolution des rapports sociaux.

1.2.— C'est l'alternative nécessaire. Plus que jamais le socialisme s'impose.

Ni les compromis avec le capitalisme, ni le maintien, dans un cadre de propriété étatique, des rapports de production capitaliste et des rapports sociaux (idéologiques, politiques, juridiques) qui en découlent, ne permettent d'échapper à ce choix.

1.3.— C'est une bataille aujourd'hui possible. De façon générale, parce que le stade même atteint par les sociétés industrielles rend réaliste un tel mode d'organisation sociale. Plus précisément en France,

où la crise de la domination bourgeoise est plus accentuée et où, parallèlement les luttes populaires traduisent l'exigence d'un autre système de pouvoirs. Elle est possible surtout parce qu'il y a un chemin pour y parvenir.

2.— Avant de reconnaître ce chemin, il est nécessaire d'en rappeler le but. Déjà dans son manifeste de Toulouse en 1972, le PSU avait fait sien le projet autogestionnaire. Depuis à la lumière des faits (Chili, Portugal), ce projet peut être précisé non sur un schéma complet et « idéal », mais sur **les lignes de force du socialisme autogestionnaire** : car il ne s'agit pas d'une société figée, mais d'une société de transition vers l'abolition complète de tout ce qui nous a été légué par le capitalisme — vers le communisme.

2.1.— « L'autogestion socialiste ne sera pas réalisable tant que les travailleurs n'auront pas conquis le pouvoir et détruit l'Etat bourgeois pour le remplacer par une toute autre forme d'Etat dirigé par les travailleurs et engagé par eux sur la voie du dépérissement. Cela s'amorce dès la période préalable à la transition socialiste par le démantèlement de l'appareil répressif, l'extension des libertés et la garantie

du pluralisme », la construction et la généralisation dans tous les domaines de nouveaux organes de pouvoir que se seront donnés les travailleurs.

L'autogestion est alors l'expression la plus achevée de l'unité populaire, et celle-ci le moyen d'assurer l'hégémonie du prolétariat sans signifier la confiscation du pouvoir par celui-ci (*a fortiori* par ceux qui prétendraient le représenter).

2.2.— Elle ne peut non plus commencer à se développer sans un minimum d'appropriation collective des secteurs les plus importants de l'économie (crédit, monopoles, entreprises liées aux services publics, commerce extérieur) ; elle doit tendre à la généralisation de la propriété sociale des moyens de production et d'échange — qui ne s'assimile, ni à la propriété d'Etat, ni à la propriété de groupe : c'est la propriété indifférenciée de tous les travailleurs.

2.3.— La planification sociale substitue aux lois du marché une logique qui résulte de l'orientation déterminée par les travailleurs associés, dans les conseils de travailleurs des entreprises, les collectivités territoriales autogérées, les collectifs démocratiques de consommateurs et d'usagers.

2.4. — Les organes de base de démocratie directe sur lesquels repose l'autogestion et le contrôle populaire contribuent à lutter contre la division sociale du travail, à commencer par la division entre travailleurs manuels et intellectuels. Au-delà de l'entreprise où seront remises en cause les hiérarchies et spécialisations le contrôle populaire étendra cette lutte dans les domaines de la formation et de la vie hors-travail. C'est ainsi que la réduction de l'éventail des revenus constituera, dès le départ de la transition et parallèlement à la lutte contre la division sociale du travail, une priorité pour parvenir à terme à cet objectif ; de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.

3. — Si ce changement ne se réalise pas du jour au lendemain, il est possible de l'entreprendre dès maintenant. A partir de leurs acquis, les travailleurs peuvent s'engager sur **le chemin du pouvoir**.

3.1.— Au « gradualisme » qui conduit les réformistes à centrer leurs préoccupations sur une « étape démocratique » pour remettre à plus tard le socialisme, nous opposons une démarche dynamique qui, dans une progression de l'action de masse à partir des réalités présentes, lui donne les moyens de parvenir à la société de transition dont les caractéristiques viennent d'être soulignées.

Cette dynamique comporte deux points de passage obligés : l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir, lui-même dépendant de l'engagement d'une politique de rupture avec le capitalisme.

3.2. — Dans toute phase de lutte intense contre la bourgeoisie, les travailleurs ont montré qu'ils cherchaient à se constituer en force autonome et à créer leurs propres organes d'expression et d'action. Il en sera, *a fortiori*, ainsi au cours d'une crise de type

politique qui donnera naissance à une situation de « double pouvoir » qui ne peut, ni durer indéfiniment, ni s'institutionnaliser, mais seulement déboucher sur le triomphe d'un pouvoir et l'écrasement de l'autre : d'un côté, la démocratie bourgeoise, de l'autre la démocratie ouvrière.

Au-début, les organes populaires naissants seront très divers quant à leur nature, leur objet, leurs formes. Ils ne se constitueront, pas forcément, pour ou contre un gouvernement de gauche, mais pour la lutte anticapitaliste et en interaction complexe avec le gouvernement de gauche (soutien, pression, conflits) ; et ils ne représenteront encore qu'une fraction limitée de la classe ouvrière et des masses populaires ; le combat contre la contre-offensive de la bourgeoisie capitaliste (au plan national et international, dans l'appareil d'Etat comme les collectivités locales, dans les entreprises et les banques...), nécessitera une mobilisation populaire, au sein de laquelle les révolutionnaires seront au premier rang.

Conseils et comités devront être strictement autonomes vis-à-vis des partis et syndicats, et réciproquement. Les organisations de la classe ouvrière auront à s'exprimer et à émettre leurs propositions dans les organes de pouvoir populaire, non à se les



Michel Mousel - Photo Tribune Socialiste

assimiler. Inversement, ces organes ne se substitueront pas aux organisations.

3.3. — Pour avancer dans cette voie du double-pouvoir, il faut que des obstacles importants aient été franchis, ceux qui ont été créés par le pouvoir précédent et qui pourraient être utilisés contre les travailleurs. C'est pourquoi **une politique de rupture** avec le système (institutionnel, répressif, international, économique) est nécessaire. Cette rupture sera principalement créée par la classe ouvrière et les masses populaires, les travailleurs exigeront du gouvernement qu'ils auront élu, qu'il aille dans ce sens, cette exigence s'exprimera aussi par la mobilisation des masses vers l'unité populaire et donc de développement des organes de pouvoir populaire. L'action d'un gouvernement de gauche peut être un point d'appui pour une politique de rupture, mais la politique gouvernementale ne peut jouer réellement un rôle efficace, que si l'action des masses se développe également.

3.4. — A l'heure actuelle, nous devons préparer les conditions de cet engagement sur le chemin du pouvoir. Aujourd'hui en France, les forces réformistes représentent, aux yeux des larges masses, l'espoir d'un changement politique ouvrant la voie à un changement de société.

De fait, l'application intégrale et immédiate du programme commun de gouvernement seront inacceptables par la droite. Pour autant, il ne constitue pas un programme de transition au socialisme.

L'approche des échéances gouvernementales et la tentative de certains signataires eux-mêmes du PCG, pour en abandonner des dispositions essentielles, ouvrent dans le mouvement de masse anticapitaliste, des débats et des interrogations auxquelles le PSU entend participer. A travers ce débat, qui progressera en liaison étroite avec les luttes menées contre la politique gouvernementale sur tous les terrains, le PSU entend contribuer à faire avancer la construction d'une réelle unité populaire.

Il décide, dès aujourd'hui, d'engager avec les partis de gauche, le débat sur les objectifs principaux qui permettront de faire face, en cas de victoire électorale à la contre-offensive de la bourgeoisie, et de réaliser une réelle mobilisation populaire.

A travers un tel débat, le PSU poursuit un double objectif : — poser publiquement les problèmes auxquels le mouvement ouvrier aura à faire face et aussi dégager des perspectives qui contribuent à la mobilisation, tant avant qu'après les élections ; — créer les conditions concrètes de la poursuite de la victoire obtenue sur le terrain électoral.

Il ne s'agit donc pas d'une simple discussion de principe. S'il engage un tel débat, le PSU est décidé à rechercher des accords avec les autres forces de gauche, qu'il s'agisse d'accords pour l'unité d'action ou d'accords sur les solutions à apporter aux problèmes qu'un gouvernement de gauche aura à

affronter.

• Il s'agit de tout autre chose que d'une renégociation du programme commun débouchant sur une éventuelle signature. Le programme commun même renégocié, constitue un compromis stratégique dont l'axe politique, en raison des rapports de force actuels, se situe et se situera à l'extérieur des préoccupations qui sont les nôtres. En revanche, certains éléments du programme commun (par exemple les nationalisations) font partie des questions sur lesquelles va se jouer la politique d'un gouvernement de gauche, et donc de celles que nous voulons débattre, et sur lesquelles le débat peut conduire à des accords particuliers, même si nous n'en approuvons pas les formulations actuelles. Mais nous recherchons également le débat sur des questions qui ne sont pas contenues dans le programme commun (par exemple les institutions) et dont dépend aussi la poursuite de la dynamique créée par une victoire de la gauche.

3.5. — C'est par rapport à la possibilité de mettre en œuvre concrètement ces orientations que doit être appréciée la question de la participation des révolutionnaires au gouvernement.

Cette question n'est pas aujourd'hui d'actualité pour le PSU. Compte tenu de l'évolution du rapport des forces au sein de l'Union de la gauche, les intentions qui se dessinent au sein de cette coalition, quant à l'édulcoration ou même le refus d'application du programme commun, et enfin de l'état de développement de la mobilisation populaire, une expérience gouvernementale réformatrice n'aboutirait qu'à un simple aménagement de la société capitaliste. Dans ces conditions une participation gouvernementale du PSU n'est pas concevable. Néanmoins, le problème doit être, dès aujourd'hui, approfondi.

La participation de révolutionnaires à une expérience gouvernementale, ne peut être envisagée qu'en fonction du degré de développement du mouvement des masses et de la modification en leur faveur du rapport des forces dans le mouvement ouvrier. Elle n'est concevable que si il existe pour les révolutionnaires, à la fois la capacité et l'utilité de participer à un tel gouvernement pour y représenter, y défendre et y promouvoir la mobilisation populaire, la possibilité pour les travailleurs de se doter d'organes d'expression directe. Toute participation est exclue dès lors qu'elle cautionnerait, en fait, une limitation du développement et de l'autonomie de l'action de masse. Une éventuelle participation du PSU au gouvernement ne pourrait avoir lieu sans la tenue d'un congrès extraordinaire réuni à cet effet.

4. — Pour avancer dans cette voie, il y a un certain nombre de conditions à réaliser, notamment en ce qui concerne les alliances et les forces à mettre en œuvre.

4.1. — Les partis de gauche dominants, dans la mesure où ils ne cherchent pas à changer fondamen-



Victor Leduc - Photo Tribune Socialiste

tale-ment la nature du pouvoir, mais plutôt chacun à y exercer le poids maximal, ne tendent pas à porter au pouvoir un nouveau bloc social hégémonique. A la vision du PCF d'une sorte de capitalisme d'Etat par le contrôle sur les grands monopoles, correspond une stratégie de rassemblement très large sur une base nationale antimonopoliste, mais qui peut entrer en contradiction avec les réalités des luttes qui s'unifient sur une base anticapitaliste. A l'occupation de l'appareil d'Etat pour promouvoir un système de pouvoir décentralisé et électif — accomplissement de la démocratie bourgeoise — capable d'assurer la cohésion sociale, correspond un « front de classes » — prôné par le PS — comprenant tous les travailleurs quelle que soit leur place dans le processus de production, qui permet justement les compromis dans la mesure où le bloc social ne fait pas place en son sein à l'hégémonie du prolétariat.

4.2.— Construire l'unité populaire, c'est souder autour et sous la direction de cette classe, un bloc

de toutes les couches sociales qui, dans les conditions du capitalisme actuel, subissent l'exploitation, l'aliénation et l'oppression. C'est, en même temps, travailler à l'unification politique de ce bloc social, au travers des luttes menées en commun sur des objectifs de rupture avec le système et dans la confrontation des partisans révolutionnaires de l'autogestion avec les autres courants et forces du mouvement ouvrier.

4.3.— La construction de cette unité populaire passe donc elle-même par le renforcement du courant révolutionnaire pour l'autogestion. Il s'agit là d'une double démarche qui vise, d'une part à favoriser les rencontres, confrontations, recherches communes entre militants ayant pour référence commune la pratique du contrôle, l'objectif autogestionnaire, et d'autre part, à permettre la convergence politique de ceux, parmi eux, qui partagent un minimum de références stratégiques communes. On peut prévoir que l'évolution des rapports avec la bourgeoisie va, de plus en plus, favoriser une telle convergence et rendre possible la constitution d'une force politique, qu'il ne s'agit pas de parachuter avant qu'elle corresponde à la volonté des parties prenantes potentielles, mais à laquelle il faut se préparer dès maintenant.

4.4.— Le rôle du PSU en tant que force politique est de développer le courant révolutionnaire pour l'autogestion au sein de l'unité populaire en créant ainsi les conditions politiques pour que la lutte pour le socialisme autogestionnaire devienne l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde. C'est en se renforçant dans l'accomplissement de cette tâche, que le PSU travaillera à son propre dépassement dans une organisation politique de masse regroupant tous les partisans révolutionnaires de l'autogestion.